

*Les subsides*

Nous devrions dire ouvertement au gouvernement soviétique qu'à notre avis, il a mal réagi à la crise de Tchernobyl. L'Union soviétique doit se rendre compte que les Canadiens sont mécontents que les autorités soviétiques aient attendu de sept à huit jours pour annoncer le désastre à la communauté internationale. Nous avons appris depuis lors, même après que le gouvernement soviétique a reconnu l'existence du problème de Tchernobyl mais refusé d'en admettre la gravité, qu'il y a cinq ou six jours à peine, les Russes couraient encore le danger d'une fusion, d'un désastre incontrôlé, et que pourtant les autorités persistaient à ne pas demander l'aide de la communauté internationale.

Si nous devons adopter l'énergie nucléaire comme énergie de remplacement pour nous et nos enfants, nous devrions demander aux gouvernements du monde entier d'établir des plans d'action. Nous avons besoin à l'échelle internationale d'équipes de médecins et d'experts en matière nucléaire pour venir en aide à n'importe quel pays en difficulté. Le Canada s'est placé à l'avant-garde de la production de l'énergie nucléaire. Je suis sûr que les Canadiens souhaitent que le gouvernement porte ce débat sur la scène internationale.

A mon avis, le désastre de Tchernobyl montre les faiblesses de nombreux programmes d'intervention actuellement en vigueur au Canada. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous a répondu, en disant qu'il avait chargé un groupe de travail spécial d'étudier les méthodes de lutte contre des désastres de l'ampleur que celui de Tchernobyl. Nous avons besoin de programmes pour faire face aux crises de l'énergie nucléaire. Nous devrions nous assurer que, cette étude terminée, notre gouvernement sera en mesure de garantir aux Canadiens que nous avons fait tout notre possible pour faire face à une éventuelle crise nucléaire.

Je viens d'une région du Canada qui est et restera économiquement intéressée par l'énergie nucléaire. Je ne représente pas la ville d'Elliot Lake. Mon collègue le député d'Algoma (M. Foster) a cet honneur. Depuis le milieu des années 50 jusque dans les années 60 et même 70, le développement du secteur nucléaire a beaucoup amélioré la situation économique des gens de la côte nord.

Je me souviens très bien du débat auquel l'usine d'El Dorado a donné lieu, quand la décision a été prise de l'installer dans la région de Blind River, près d'Elliot Lake. Même notre propre gouvernement libéral de l'époque songeait à installer l'usine d'El Dorado près de Port Hope, dans le sud de l'Ontario. Je me souviens des discussions que nous avons eues à l'époque avec le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lors d'une réunion du caucus du nord de l'Ontario, nous lui avons dit qu'étant donné que le Canada optait pour l'énergie nucléaire, il allait de soi que les ressources extraites dans le nord de l'Ontario devaient y être traitées. C'était là notre argument de base. Nous avons réussi à faire en sorte que les retombées économiques de ce secteur soient concentrées dans la région d'extraction de ces ressources.

Vous vous en souvenez, monsieur le Président, le gouvernement du Canada a commencé à s'intéresser au domaine nucléaire dans les années 40. Il l'a fait de concert avec les États-Unis. Il s'agissait à l'époque d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires. Depuis lors, les pays utilisent les techniques

nucléaires pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Les techniques nucléaires trouvent une application pratique en médecine, et modifient la façon dont nous percevons le monde. Il y a eu de très importantes retombées depuis le début de l'ère nucléaire il y a une quarantaine d'années. Même la province de la Saskatchewan, gouvernée pendant plusieurs décennies par le Nouveau parti démocratique, a su reconnaître, tout comme le gouvernement actuel, la nécessité de recourir à des formes d'énergie de remplacement.

Toute personne qui étudie objectivement et intelligemment la question de l'énergie nucléaire reconnaît que c'est une forme de technologie qui crée de l'énergie. Nous demandons au gouvernement de s'assurer que le choix énergétique est fait d'une façon sécuritaire. Voilà la question. Je ne pense pas que nous puissions faire l'autruche et espérer qu'un miracle fasse disparaître d'un seul coup les centrales nucléaires au Canada. Cela n'arrivera tout simplement pas. Compte tenu de la proportion de l'électricité produite dans la province par des centrales nucléaires, il est manifeste que celle-ci y a un intérêt engagé. Si l'Ontario y est donc directement intéressée sur le plan économique, il en va de même pour chacun de ses habitants.

● (1740)

Je ne pense pas que nous devrions viser à supprimer l'énergie nucléaire comme source d'électricité. Nous devrions plutôt faire porter les travaux de recherche et de développement sur la technologie permettant de régler le problème posé par les déchets de l'énergie nucléaire. Le débat devrait traiter de la nécessité d'assurer l'entretien et le fonctionnement sécuritaires des centrales nucléaires dans le pays. Les Canadiens exigent, et ils y ont droit, que les ressources à tous les niveaux de gouvernement puissent être mobilisées en cas d'urgence. Voilà sur quoi devrait porter le débat.

Si nous arrivons à convaincre les gens, ne serait-ce qu'un seul instant, que c'est de cette façon qu'il convient d'aborder la question de l'énergie nucléaire, alors il nous faudra consacrer des ressources de plus en plus importantes aux travaux de recherche et de développement dans les trois domaines dont je viens de parler. C'est à cela que devrait s'engager tout gouvernement. Quel que soit le parti politique qui siège à la droite du président, ce sont ces questions qu'il sera appelé à régler une fois au pouvoir.

Il y a une chose que je conteste, et c'est la réduction des fonds destinés à la recherche et au développement, qui s'est produite après les élections de 1984. Les électeurs de la circonscription de Renfrew—Nipissing—Pembroke en sont à juste titre mécontents. Je songe aux gens qui travaillent dans le secteur nucléaire et vivent dans ce comté. Ils étaient en droit de croire que l'on effectuerait des travaux de recherche et de développement en nombre suffisant. Il faut répondre aux questions de la population canadienne. Si le débat porte là-dessus, alors il est justifié. Cependant, je ne tiens pas à me lancer dans une tirade au sujet d'une autre promesse que le gouvernement n'a pas su tenir car cela m'obligerait à ramener le débat à un niveau bien inférieur à ce que le public canadien mérite d'entendre à la Chambre des communes.

Je vous ai exposé ma perception de la question. Je suis convaincu qu'au cours des deux dernières semaines, l'ampleur du